

L'élection fédérale de 2011

Le coup fourré d'une brise arabe contre le glacier conservateur

par Marc Bonhomme

L'occupation de la place de la libération (Tahir) au Caire n'avait pas été sans influencé les syndiquées des secteurs publics du Wisconsin et l'Ohio qui avaient occupé leur capitole. Dans un registre moins percutant (et même si les analystes patentés ne l'ont pas encore remarqué), les ruptures démocratiques tunisienne et égyptienne, mais pas encore cependant sociales, ont donné l'idée saugrenue au peuple québécois de ce magnifique coup fourré de peindre le Québec en orange. Ce qu'il n'est pas encore prêt à faire dans la rue, il l'accomplit dans les urnes en recourant aux moyens du bord.

Très sensible aux luttes de libération nationale depuis la dite « révolution tranquille », le peuple québécois s'abreuve de la tempête de libération du monde arabe – leur lutte pour leur « troisième indépendance » – qui occupe chaque jour l'actualité mondiale, quand ce n'est pas la une médiatique. Gil Courtemanche, le préféré commentateur de « gauche » de la droite, l'a bien compris mais pour mieux tourner en ridicule cet internationalisme instinctif :

« De toute évidence, des dizaines de milliers de Québécois ont voté avec une insouciance et une légèreté renversantes, comme s'ils participaient à une sorte de "guerre des boutons" pour adultes oisifs en mal de divertissement. [...] Alors, les Québécois ont fait un peu comme les Arabes: ils se sont fermé les yeux et ont dit: "Un, deux, trois, soleil!" [...] Les grands bouleversements politiques tiennent plus aux coups de coeur qu'aux réflexions rationnelles. »
(Le Devoir, [Des devoirs pour le NPD](#), Gil Courtemanche, 7 mai 2011)

Oui, le peuple québécois a voulu du changement (Le Devoir, [sondage post-électoral](#), 7/05/11), près d'un demi million d'ex-bloquistes, plus de trois cent mille ex-libéraux québécois, dont un bon pourcentage d'anglophones, et même cent cinquante mille ex-conservateurs sans compter plus de deux cent mille ex-verts, ex-abstentionnistes ou nouveaux électeurs (Globe and Mail, [How much parties gained - and lost - in the 2011 federal election](#), 8/05/11).

TABLE DES MATIÈRES	
La fusion de la question sociale avec la question nationale	page 2
Le Canada, une prison « dorée » des peuples que seul le Québec a la force de briser	page 5
L'« intégrité territoriale » du Plan Nord ou <i>république fédérée</i> avec droit à l'indépendance des nations autochtones et inuit	page 8
La grande illusion d'un NPD de gauche et pro québécois	page 11
ADQ/CAQ et Québec solidaire zieutent un PQ au bord de l'abîme	page 17
Mettre fin aux « deux solitudes » de gauche	page 20

La fusion de la question sociale avec la question nationale

C'est en effet un tsunami politique qui cependant a à peine franchi les frontières du Québec. La réaction du Canada anglais à la vague déferlante a plutôt été une polarisation de son électorat sur les deux extrêmes crédibles disponibles, les Conservateurs et le NPD, en deux parts à peu près égales aux dépens des deux partis centristes, les Libéraux et les Verts. Notons, cependant, l'exception partielle terre-neuvienne qui a résisté aux promesses sonnantes et trébuchantes des Conservateurs et aux sollicitations pro-Conservateur de sa Première ministre. Elle fut la moins favorable envers les Conservateurs (28%) après le Québec (17%) même si ce fut davantage en faveur des Libéraux que du NPD (Le Devoir, [Résultats des élections](#), 3/05/11).

Quelle caractéristique Terre-Neuve partage-t-elle avec le Québec ? Être les deux seules provinces-nations du Canada. Il faut aussi noter la popularité historiquement nouvelle du NPD auprès du peuple acadien qui lui a donné de nouveau sa seule circonscription au Nouveau-Brunswick (et son seul député Libéral). Dans l'est d'Ottawa et dans le nord-est ontarien, la popularité du NPD (et des Libéraux) doit beaucoup à la minorité franco-ontarienne. La polarisation gauche-droite pan-canadienne recoupe largement, particulièrement pour la nation québécoise, la division fondamentale entre la nation dominante canadienne anglaise, qui a voté Conservateur à plus de 50% et les nations et nationalités dominées.

Bien sûr, on peut compter sur la bourgeoisie, dont leurs composantes dans les nations dominées, pour tout faire afin d'empêcher l'unité des nations dominées contre le pouvoir anglo-fédéral. On n'a qu'à penser au petit impérialisme hydro-québécois qui pille l'électricité de la rivière Churchill au Labrador, ce que le peuple terre-neuvien a à travers la gorge. On songe aussi au nationalisme nationaleux du PQ/Bloc qui fait fi de la lutte de la nation acadienne et de celle des minorités francophones hors Québec. En résulte, par réaction, une révolte face à la lutte nationale québécoise et un attachement aux partis fédéralistes qui paraissent les plus tolérants envers leurs droits nationaux bafoués.

On a souligné l'élection des deux représentants autochtones enpédistes du Nord québécois... contrebalancé cependant par les cinq élus autochtones et inuit conservateurs de l'Ouest et du Labrador (Globe and Mail, [Record number of aboriginal MPs heading to Ottawa](#), 9/05/11) mais le Nord manitobain et une partie de celui de la Colombie britannique ont voté orange. Cette réalité traduit à la fois la main de fer de la loi fédérale des Indiens, qui entretient la dépendance, et une nouvelle opportunité matérialisée par les deux députés francophones, cree et innu : « *Le militant innu Armand MacKenzie [de commenter :] "Il a obtenu l'appui des Québécois et des Innus" »* (Le Nord-Est, [Jonathan Genest-Jourdain célèbre sa victoire entouré d'Innus](#), 2/05/11).

Beaucoup plus dommageable, cependant, est la pénétration par les Conservateurs des minorités nationales des grandes villes canadiennes anglaises aux dépens surtout des Libéraux sur la base d'un discours sur les valeurs :

« *La majorité conservatrice a été remportée principalement dans les comtés de banlieue du code régional 905 et dans la ville de Toronto. Sur les 18 sièges qu'ils y ont acquis 14 ont plus de 45 pour cent d'immigrants, et la plupart, il y a peu, n'aurait pas été considérée gagnable pour les Conservateurs. [...] Des années de travail auprès des électeurs juifs sur la base du soutien à Israël semblent également avoir porté ses fruits.* » (Globe and Mail, [How courting the immigrant vote paid off for the Tories](#), 4/05/11, ma traduction)

Comme le dit un des analystes de la gauche anticapitaliste canadienne anglaise les plus conscients de l'enjeu québécois,

« La montée du NPD au Québec met à l'ordre du jour la construction d'une gauche pan-canadienne d'une manière nouvelle. Une telle gauche doit être déterminé à défendre le droit du Québec à l'autodétermination ainsi que l'autodétermination des autochtones tout en unissant contre le régime d'austérité face auquel nous sommes tous confrontés. » (Alan Sears and James Cairns, webzine de New Socialist, [After the Election 2011: Building our Movements on Shifting Ground](#), 6/05/11, ma traduction).

Le tsunami québécois pourrait ouvrir un espace politique à la gauche pan-canadienne possiblement encore plus important que celui des années 30-40 fermé par le déclenchement de la Guerre froide et par le McCarthéisme ou celui de la période prolétarienne 1966-1976 de la « révolution tranquille », qui ne fut pas finalement révolutionnaire mais pas du tout tranquille pour autant. Cette dite révolution bénéficia d'un important appui chez les progressistes anglophones à travers le Canada au point de susciter un mouvement « *McGill français* » auquel participa l'actuel chef néo-démocrate (La Presse, Vincent Marissal, [La douce revanche de Jack-le-tenace](#), 7/05/11). Les résultats du 2 mai 2011 ouvrent peut-être une nouvelle période dont il faut saisir les enjeux stratégiques qui vont au-delà de la simple reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples québécois et autochtones et inuit comme le suggèrent Alan Sears and James Cairns.

Cette stratégie d'unification militante des nations opprimées du Canada pourrait s'appuyer sur la majorité prolétarienne des noyaux oranges plus ou moins importants des grandes villes canadiennes (St-John's, Halifax, Québec, Montréal, Gatineau-Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Windsor, Sudbury, Thunder Bay, Winnipeg, Edmonton, Vancouver, Victoria) et d'ailleurs. On remarque maintes militantes et militants syndicaux, souvent jeunes, dans la cohorte québécoise, une source potentielle de radicalité à condition qu'elle ne se laisse pas damer le pion par l'ancien ministre Libéral venue de l'ex anti francophone Alliance Québec et par « l'expérimentée » bureaucratie du parti.

Il faut bien comprendre le sens politique de l'acharnement des monopoles médiatiques contre la jeune députée monoparentale de Berthier-Maskinongé. Il s'agit de dénigrer par avance à la fois la jeunesse de la députation et sa relative forte composition de femmes (Le Devoir, [Un député sur quatre sera une femme](#), 5/05/11). Ses déboires sont principalement dus à l'appareil du parti et à la triste tradition des « poteaux » due à l'hyper centralisation des partis incarnée par le pouvoir quasi absolu des chefs. C'est là la conséquence de la contradiction croissante entre les besoins et demandes populaires, reflétés par la base des partis, surtout de gauche, et les exigences libre-échangistes et répressives de la bourgeoisie sur les appareils partidaires. La résolution de cette contradiction nécessite un arbitrage bonapartiste d'une seule personne qui, comme la tour de Pise, penche toujours du même côté.

Cette combinaison prolétariat / nations opprimées / femmes / jeunes est grosse de promesses. Il s'agit de s'empresser de profiter de la polarisation du vote laquelle répercute les conséquences de la crise économique qui a rapidement envenimé la polarisation des revenus et la détérioration des services publics, toutes deux s'aggravant sur plus de 20 ans de politiques néolibérales. Brusquement, cette polarisation s'est invitée sur la scène politique comme un ressort qui rebondit. Au Québec, cet apparent incroyable renversement marque aussi l'incapacité et l'impossibilité du nationalisme québécois à combler les attentes sociales populaires. Tout comme pour les « centristes » Libéraux, le nationalisme interclassiste du Bloc le condamnait à la paralysie face à la polarisation sociale dont les conséquences inégalitaires et de plus en plus réactionnaires iront en s'accroissant avec la crise qui menace de nouveau. Il appartiendra à la gauche anticapitaliste de prendre l'initiative de susciter une convergence enpédiste pan-canadienne, par exemple en débutant par un projet pilote entre Gatineau et Ottawa.

Toutefois, de puissants obstacles se dressent pour mettre en œuvre cette stratégie dans un contexte de riposte sociale aux antipodes de celle du monde arabe, qu'il était quand même astucieux de traduire sur le plan électoral, ou de celles historiques de l'après-guerre et des années 60-70. Même si la manifestation anti-Libéral du 12 mars dernier démontre un réel potentiel, les

directions syndicales ont eu soin de l'enterrer alors que la campagne électorale fédérale invitait à la relancer contre l'agenda conservateur. Le pire obstacle, cependant, est l'interprétation du vote au Québec comme une défaite stratégique de l'indépendantisme alors que ce serait le nationalisme de Québec Inc. porté par le PQ/Bloc qui pourrait être mortellement touché.

La joie des *pundits* médiatiques anglophones a peine à se contenir (Le Soleil, [Le Canada anglais se réjouit de la déconfiture du Bloc québécois](#), 4/05/11). Tellement que le Premier ministre du Québec s'est senti obligé de faire un rappel à l'ordre (Le Devoir, [Réactions - Le mouvement souverainiste n'est pas mort](#), 4/05/11) et que même le Globe and Mail, le porte-étendard de la bourgeoisie canadienne, a crû bon laisser l'éditorialiste en chef de La Presse faire une mise au point dans ses pages :

« Ces dernières années, le soutien à l'indépendance du Québec est resté stable à environ 40 pour cent. Aucune tendance à la hausse, mais pas de mouvement à la baisse non plus. Quoi qu'il arrive au Bloc, le provincial Parti québécois demeurera une force politique puissante. [...] il suffirait d'une crise semblable à Meech — et l'histoire canadienne est pleine de ces crises — pour que la question redevienne à l'avant-scène et que l'appui à la séparation dépasse la barre des 50 pour cent. [...] Quel que soit le score dans la matinée du 3 mai, la plupart des résidents de la province se percevront encore comme Québécois d'abord et Canadien ensuite. L'attachement émotionnel de la province au Canada n'a cessé de diminuer au cours des 20 dernières années. » (Globe and Mail, André Pratte, [Plus ça change ... What's driving Quebec's surprise swoon for Jack?](#), 29/04/11, ma traduction)

Pourquoi cette réserve bourgeoise ? Du côté québécois, on comprend que la perception que le souverainisme québécois ne soit plus vu comme une menace affaiblirait l'aile québécoise de cette bourgeoisie face à son centre névralgique sur Bay Street lequel délaisse l'alliance avec Montréal pour celle avec Calgary tellement l'économie canadienne carbure de plus en plus à la rente pétrolière (et minière) et non plus aux profits manufacturiers. En un mot, les Libéraux québécois avaient partie liée avec le Bloc mais ne pouvaient en faire étalage pour des raisons idéologiques évidentes. Mais Bay Street serait aussi embêté par une brusque disparition de la menace indépendantiste pour les mêmes raisons que la soudaine disparition du danger « communiste » a embêté la superpuissance étasunienne il y a vingt ans. Par quoi remplacer l'ennemi héréditaire pour ne pas que le bon peuple s'aperçoive que l'empereur capitaliste est nu ? Il serait difficile d'unifier efficacement le prolétariat canadien anglais avec ses exploités à ce haut niveau de perfection que celui permis par la haine de la nation québécoise et avant elle du canadien français et avant lui du « canadien ». Pour saisir cette vérité, il faut comprendre la substantifique moelle de l'histoire de la formation de l'État canadien.

Le Canada, une prison « dorée » des peuples que seul le Québec a la force de briser

La bourgeoisie canadienne s'est formée très rapidement, en deux cent ans, sur un immense territoire non unifié ni économiquement ni politiquement. Pour accomplir cet exploit, elle a opposé la Grande-Bretagne aux États-unis pour se construire sur la base d'un ensemble de nations autochtones et inuit, d'Acadiens et de « Canadiens », toutes des nations conquises, dont aucune ne parlait sa langue, l'anglais. Pour unifier en un seul État ces nations hétérogènes, qui lui étaient hostiles, la bourgeoisie canadienne est devenue économiquement extrêmement concentré, surtout dans le domaine financier. Mais, politiquement, elle a été forcée à demeurer très éclatée, particulièrement entre secteurs canadien-anglais et québécois mais aussi entre régions au sein même du Canada anglais. Maintenant, la bourgeoisie canadienne doit centraliser son État pour devenir un « gagnant » dans le « marché global ».

Après la conquête de 1760, et surtout après la guerre de libération nationale américaine, la pré-bourgeoisie canadienne a dû littéralement s'importer un peuple anglophone, loyalistes américains et immigrants britanniques. Cette stratégie démographique a, à la fois, marginaliser un peuple « canadien » prompt à la révolte et peupler les Cantons de l'Est, la vallée de la rivière St-John et le Haut-Canada contre les pressions de l'expansion démographique étasunienne. Il a fallu cent ans pour réduire à une minorité les « Canadiens » devenant peu à peu de ce fait des « Canadiens-français ».

Les nations conquises résistèrent, souvent par les armes. Le colonisateur britannique et ses alliés, *Bureaucrates* et *Family Compact*, déportèrent les Acadiens — qui prirent cent ans à se reconstituer sur des terres morcelées dont personne ne voulait —, défirent par les armes la révolte autochtone de Pontiac — pour s'assurer le contrôle des territoires à fourrure, source d'accumulation primitive de la bourgeoisie canadienne — et surtout écrasèrent dans le sang et le feu la révolution démocratique des « Canadiens » du Bas-Canada en 1837-38, imités à une moindre échelle par la révolte ratée du nouveau peuple canadien-anglais au Haut-Canada.

Sur cette base de destruction nationale et sur celle, plus « douce », d'assimilation des francophones dans la ligne du Rapport Durham, naquit la Confédération de 1867, concoctée en demi-secret par les barons du rail et leurs financiers britanniques. Mais ce *coup fourré* non plus ne se fit pas sans résistance. Les Métis, nation en formation, majoritairement francophone, résultant de la fusion Autochtones et inuit-« Canadien » dans les Plaines de l'Ouest, s'opposa les armes à la main, avec l'appui de certaines nations autochtones, et fut vaincu. Désormais l'État canadien pouvait s'étendre *coast to coast*.

Restait à faire disparaître le français comme *lingua franca* des Plaines. On l'interdit d'abord dans les écoles du nouveau Manitoba bilingue puis en Ontario qui dut cependant, après plus de 10 ans de lutte, reculer face à résistance franco-ontarienne. Pour arriver à calmer la révolte du Québec face à la pendaison de Riel et à ses suites anti-francophones, la bourgeoisie consentit à la tactique du *French Power* du nouveau parti hégémonique de la bourgeoisie, les Libéraux de Laurier à Trudeau. Elle réussit ainsi, en alliance avec le pouvoir clérical du Québec, à passer à travers les crises de la conscription de 1917 et de 1942 grâce à la répression du soulèvement de Pâques en 1918 et à l'imposition de la conscription après le référendum de 1942 donnant le « non » gagnant au Québec.

La bourgeoisie put alors acculer les Canadiens-français dans le bastion québécois et ouvrir tout grand l'État canadien à l'immigration sud et est-européenne, puis mondiale, qu'elle assimila en anglais. Le Québec et les désormais nationalités francophones hors Québec se maintinrent par le « revanche des berceaux » et par les valeurs traditionnelles. La bourgeoisie imposa le bilinguisme, c'est-à-dire l'assimilation de la langue la plus faible au nom de l'égalité. Mais l'appât du *cheap labor* francophone, comme source de sur-profits, prolétarisa et urbanisa le peuple québécois qui prit conscience du cul-de-sac du nationalisme traditionnel lequel ne correspondait plus à la nouvelle réalité pleinement industrielle du Québec.

Malgré toutes les campagnes de peur, le peuple québécois devint indépendantiste et transforma la « révolution tranquille » bourgeoise de 1960-66 en tumulte quasi révolutionnaire après 1966. Paniquée, la bourgeoisie s'y opposa, encore une fois, par l'invasion armée, en octobre 1970. Lors du référendum de 1980, le peuple québécois ne fit pas confiance à ce PQ qui avait surfé la vague de la grande mobilisation nationale pour mieux la canaliser dans le cul-de-sac de l'électoratisme pour lui faire désertier la rue tout en atténuant l'indépendantisme en « souverainisme ». Si, suite à cet échec, le peuple québécois misa brièvement sur le « *voire non est un oui aux changements* » des Libéraux fédéraux sous Trudeau, il les rejeta définitivement après la « *nuit des longs couteaux* » de 1982. La bourgeoisie imposa au peuple québécois, qui la refuse toujours, une Charte consacrant l'État canadien comme nation unique d'individus formellement égaux sans reconnaissance ni de droits nationaux ni de droits sociaux.

Puis le peuple québécois laissa une dizaine d'années aux Conservateurs de Mulroney pour rapatrier le Québec dans la constitution canadienne « *dans la dignité et dans l'honneur* ». Toutes les manoeuvres de récupération, de Meech en 1988-90 à Charlottetown en 1992, échouèrent pris en enclume entre le refus de toute concession sérieuse de la nation dominante et le plancher minimaliste exigé par le gouvernement québécois, pourtant fédéraliste, lequel était cependant contraint par les remobilisations sur la langue à la fin des années 1980. Cependant réussit l'arnaque de l'ALÉNA avec le soutien enthousiasme du PQ et la connivence des Libéraux fédéraux et provinciaux. L'alliance néolibérale des nationalistes canadiens et québécois s'avéra plus forte que leurs dissensions constitutionnelles.

Une fois Libéraux fédéraux et Conservateurs rejetés définitivement de la scène électorale québécoise, ce fut le retour du pendule au PQ renforcé par la présence du Bloc au Parlement fédéral. En 1995, la direction Parizeau, forte du rejet des partis fédéraux de l'alternance, de son nouvel allié au Parlement fédéral et de la naissante ADQ fraîchement sortie de l'aile nationaliste des Libéraux québécois, risqua le tout pour le tout et faillit bien déclencher un tsunami historique pour la plus grande frousse de la bourgeoisie qui fit éjecter Parizeau en moins de deux. Puis le PQ s'enlisa à tout jamais et avec zèle dans l'ornière néolibérale et autonomiste. Pas question pour le peuple québécois de replonger dans un référendum dans de telles « conditions perdantes ». Seul le populisme nationaliste du Bloc favorisé par son statut d'éternel opposant, permit à la direction nationaliste de garder le contact avec le peuple québécois une fois épuisé le faux charme de Lucien Bouchard, faux allié de Parizeau en 1995.

Mais « *ça ne pouvait pas durer toujours* » comme dit la chanson. Voici venu le tour du troisième grand parti fédéraliste de récolter la faveur du peuple québécois, ce qu'il avait annoncé en votant de plus en plus pour le NPD depuis l'élection de 2000 : 2000 – 1.8%, 2004 – 4.6%, 2006 – 7.5%, 2008 – 12.2% (Élections Canada, [Élections passées](#)). Reste que le saut périlleux de 2011 à 43% est un cas à part. Le peuple québécois est resté sourd au rappel nationaliste du chef bloquiste que le NPD est d'accord avec les garanties de prêts à Terre-Neuve pour le développement hydro-électrique afin de concurrencer le Québec et qu'il est contre une extension des délais légaux imposés au chantier maritime Davie pour être partant pour le famineux contrat militaire naval d'Ottawa. Il fallait donc qu'il y ait des tendances historiques en jeu. Reste que...

« Lorsque Brian Mulroney a remporté un mandat majoritaire en 1988, lui et son parti paraissait invincible. Cinq ans plus tard, il ne restait pas grand-chose du Parti progressiste conservateur. [...] ...la confiance placée dans le NPD est conditionnelle à son rendement. Et comme le Québec l'a manifesté lundi, ce qui donne il peut tout aussi brusquement le reprendre. » (Toronto Star, Chantal Hébert, [Still the trust placed in the NDP is conditional on performance](#), 2/05/11, ma traduction)

La classe ouvrière pan-canadienne a mené des combats héroïques : la lutte pour la journée de 9 heures en 1872 ; la grève de Winnipeg de 1919 ; les grèves de 1945-48 des travailleurs de Ford, gagnant la formule Rand, des marins et des travailleuses du textile ; le Front commun québécois de 1972 ; le mouvement *Solidarity* de Colombie-Britannique de 1983 ; Les *Days of Action* ontarien de 1995 à 1998. Mais parce qu'aucune de ses luttes ne prit en compte la nature de l'État canadien comme prison (dorée) des peuples, aucune ne déboucha au niveau pan-canadien. Il y eut, de temps à autre, de très brefs moments de grâce, comme la journée de grève générale d'une

journée en 1976 qui unifia tout le prolétariat de l'État canadien. Mais ce fut des moments sans lendemain. L'actuelle incapacité d'une lutte unifiée pan-canadienne contre les politiques néolibérales de coupures, de privatisation et de déréglementation illustrent dramatiquement cette faiblesse stratégique du prolétariat de l'État canadien.

De tous les facteurs de division de la classe ouvrière, la question nationale québécoise ressort comme le facteur incontrôlable de la politique canadienne. Non pas parce que la nation québécoise est « plus opprimée » que les nations autochtones et inuit ou acadienne ou que les nationalités de couleur ou francophones hors Québec, ou que les femmes. Ce serait plutôt le contraire. Mais parce que la nation québécoise, dans un avenir prévisible, a seule la force démographique, économique et, depuis une génération, politique de briser l'État canadien.

Si le but stratégique de la lutte est de vaincre la bourgeoisie, il faut alors en tirer les conclusions et non pas, par opportunisme devant la difficulté, invoquer le faux semblant de l'unité prolétarienne à la mode stalinienne ou même de l'unité canadienne contre l'impérialisme étasunien à la mode de la gauche indépendante. Il ne s'agit pas non plus d'unité pluraliste d'égaux autour de positions convergentes — lesquelles ? — à la mode altermondialiste. L'unité de dominants et de dominés contre un ennemi commun se réalise par la prise en charge des revendications majeures de ceux-ci dans les revendications communes. On parle alors d'unité dialectique — de négation des intérêts apparents de la partie dominante — à la mode marxiste.

Pour la classe ouvrière canadienne-anglaise, appuyer le mouvement indépendantiste créerait la consternation au sein de la bourgeoisie canadienne. Imaginons, qu'en octobre 1970, la classe ouvrière canadienne-anglaise s'eut mobilisé contre la loi des mesures de guerre ou, qu'en 1972, elle eut fait la grève contre l'emprisonnement des chefs syndicaux au Québec. Et vice-versa lors des Days of action ontariens. Plus que jamais, la liaison organique de la classe ouvrière pan-canadienne avec le mouvement indépendantiste québécois est une nécessité stratégique pour le succès de la lutte contre le néolibéralisme vers un Québec et un Canada anticapitaliste. Et cette liaison organique, le résultat fantastique de l'élection fédérale de 2011 lui ouvre probablement une brève et fragile fenêtre si les anticapitalistes saisissent la balle au bond.

L' « intégrité territoriale » du Plan Nord ou *république fédérée* avec droit à l'indépendance des nations autochtones et inuit

Le grand courage politique nécessitée par une propagande pro indépendance au Canada anglais en fait la grande question test pour la gauche canadienne anglaise, encore plus pour la gauche anticapitaliste. Est-ce à dire que les mêmes gauches au Québec ne seraient pas confrontées par une question test parallèle ? Le réflexe de forteresse assiégée face à l'oppression a fait de la question de l'intégrité territoriale du Québec une vache sacrée, alors que la majorité du territoire de la province fédérale du Québec sont des territoires cri, innu, inuit et naskapi annexés en 1898 et en 1912. Cette rupture contre le nationalisme, Québec solidaire l'a ratée dans son nouveau programme sur la question autochtone et inuit adopté en novembre 2009. L'affirmation dans la même phrase de la remise en question de l'intégrité territoriale du Québec et de « *la nécessaire cohabitation sur un même territoire* », loin de clarifier le droit à l'autodétermination des nations autochtones et inuit, approfondit l'ambiguïté. Ces nations auraient théoriquement le droit à l'indépendance mais en pratique nos nations seraient à ce point imbriquées les unes dans les autres que leur droit à l'autodétermination serait impraticable. Or comme la nation québécoise est démographiquement et économiquement dominante, les nations autochtones et inuit seraient irrémédiablement condamnées à la domination.

Cette question revêt toute son importance pour le débat qui s'amorce à propos du « *Plan Nord* » (Le Devoir, [Faciliter le boom minier](#), 11/05/11) autour duquel les Libéraux québécois veulent structurer leur message politique d'ici et au cours des prochaines élections. Les réactions négatives ne se sont pas fait attendre. La grande majorité du mouvement environnemental déplore ce « *développement à l'ancienne* » (Le Devoir, [Le projet Charest n'est pas applaudi partout](#), 10/05/11). La critique la plus virulente est cependant venue de Québec solidaire :

« *L'opposition a accusé, hier, le premier ministre Jean Charest de brader les ressources naturelles du Québec avec son Plan Nord.*

« *“Le premier ministre a décidé de surfer sur le boom minier en négligeant les aspects les plus importants, que ce soit au niveau économique, environnemental ou social”, a déclaré la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois, lors de la période de questions à l'Assemblée nationale. Selon elle, Jean Charest déroule le tapis rouge pour les investisseurs étrangers “sans être en mesure de garantir aux Québécois qu'ils obtiendront leur juste part de cette richesse qui leur appartient pourtant”. [...]*

« *Amir Khadir s'est montré le plus virulent. Au-delà du “bling bling de la présentation multimédia” de lundi, le Plan Nord va “constituer un saccage et une exploitation irréfrenés du territoire du Québec”, “un conte de fées pour les entreprises” qui ne laissera à la nation québécoise “qu'un maigre plat de lentilles”. Amir Khadir a noté que la Fédération des chambres de commerce du Québec tout comme le Conseil du patronat s'étaient empressés d'approuver, comme ils l'avaient fait pour l'exploitation du gaz de schiste, ce “bar ouvert au profit des entreprises multinationales”.*

« *“On est pogné avec une loi coloniale et maintenant, il y a un plan de développement colonial qui vient se greffer à la loi coloniale”, a-t-il dénoncé. [...] Amir Khadir s'en est pris au modèle d'affaires des grandes sociétés minières qui visent une exploitation intensive des gisements — sur 10 ou 15 ans, a-t-il dit — afin de maximiser leurs profits. [...] Québec solidaire propose plutôt une extraction minière moins intensive, étalée sur 80 ou 100 ans. [...] “Pour que ce soit viable, il faut que ce soit sous contrôle étatique... » (Le Devoir, [Le Nord à rabais](#), 11/05/11)*

Même si la direction déclarait en ouverture de son communiqué de presse que « Québec solidaire juge que le Plan Nord présenté hier par le gouvernement est une mauvaise affaire pour le Québec, pour les Premières nations et pour la nature », nulle part dans le communiqué ni dans la conférence de presse (Québec solidaire, [Plan nord: « il est inacceptable de saccager l'environnement et donner nos richesses naturelles pour un plat de lentilles »](#), 10/05/11) rappelle-t-il que le territoire concerné, plus de la moitié de la « province de Québec », n'est pas québécois mais autochtone et inuit, que seulement ces nations peuvent décider du développement de ce territoire. La première question à régler n'est pas le « modèle d'affaires », l'ampleur des redevances ou même la propriété privée ou étatique des mines, quelque soit l'importance de ces questions, mais quel est l'autorité politique responsable sur quel territoire.

À la question piège d'un journaliste qui lui rappelait l'accord de la direction cri au Plan Nord, le député a négligé de préciser que :

« Le chef de l'Assemblée des premières nations, Ghislain Picard, a fait savoir qu'il n'avait pas participé au lancement du Plan Nord parce qu'il "ne répond pas encore adéquatement" aux attentes des autochtones et parce que Québec n'a pas obtenu leur "consentement" conformément à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. [...] Quant aux Innus de la Côte-Nord réunis au sein de l'Alliance stratégique innue, ils ont déploré ne pouvoir bénéficier d'aucun traité, comme les Cris, les Inuits ou les Naskapis qui, eux, sont protégés par la Convention de la Baie James. » (Le Devoir, [Le projet Charest n'est pas applaudi partout](#), 10/05/11)

Il était certes pertinent de dénoncer la politique « coloniale » de diviser pour régner mais il ne s'agissait pas d'esquiver pour autant la question du contrôle territorial autochtone et inuit. Bien sûr, pour être à l'aise sur cette question il faut avoir une politique qui rompt avec tout nationalisme. L'anthropologue pro-autochtone et inuit Rémi Savard, à l'Atelier de Québec Solidaire sur la question autochtone du 5 avril 2009, avait suggéré la piste à suivre :

« Tant que la fourrure a constitué la principale ressource naturelle, i.e de 1600 à 1800, les Autochtones eurent, aux yeux des métropoles (Paris et Londres), une énorme pertinence économique et militaire [...] Entre 1795 à 1816, le bois remplace la fourrure. Les autochtones perdent rapidement toute pertinence aux yeux des promoteurs de la colonie canadienne. Sont considérés comme obstacles au développement (agriculture, industrie forestière, mines, hydroélectricité, industrie touristique, etc.). Toutes ces ressources naturelles sont sur leurs territoires. Et ça continue aujourd'hui avec Le Plan Nord du gouvernement Charest. »

Du temps de la fourrure (et de la rivalité anglo-française puis anglo-américaine), le colonisateur français puis britannique traitait d'égal à égal avec les nations autochtones, comme en témoignent la « Grande Paix » de 1701 avec les Hodenosaunee (Iroquois) et la « Proclamation royale » de 1763. Ensuite, ce fut l'invasion de la « horde blanche » (expression de Louis-Gilles Francoeur) pour s'accaparer leurs ressources naturelles, ce qui leur valut l'infantilisante « Loi des Indiens » et les inégaux traités à numéro, dont la Convention de la Baie James est l'excroissance.

Cette convention étant un traité inter-national peut être critiqué par la gauche québécoise et canadienne sans qu'il n'y ait ingérence dans les affaires intérieures des nations autochtones et inuit et même si les élites dirigeantes de certaines d'entre elles paraissent l'accepter par intérêt d'une couche sociale souvent d'ailleurs contestée au sein de leurs propres nations. Ces contestataires seront trop heureux de s'appuyer sur la gauche « blanche » en autant qu'il n'y ait pas ingérence. Par exemple, l'acceptation du Plan Nord par la direction de la nation cri découle directement de leur acceptation de la dite « paix des braves » avec le gouvernement du PQ en 2002 laquelle ne fut ratifiée par référendum qu'à 53% au sein de la nation cri (Radio-Canada, [La paix des braves est signée](#), 8/02/02). On peut déceler une contradiction semblable au sein de la nation inuit du Nunavik qui vient de rejeter par référendum une réforme institutionnelle concoctée entre leur direction, qui a elle aussi accepté le Plan Nord, et les gouvernements fédéral et québécois (CBC, [Quebec Inuit vote against self-government plan](#), 29/04/11).

Le retour en force de l'économie de la rente tant au Canada (pétrole et mines) qu'au Québec (hydro-électricité, mines et demain l'éolien) ne fait que renforcer la spoliation des terres autochtones. La volonté d'harnacher La Romaine malgré les protestations du peuple innu, qu'Hydro-Québec divise à coup de millions, est le dernier exemple en date. (Quant aux nations

autochtones parquées dans les minuscules réserves polluées du sud du Québec, ne leur restent plus que la contrebande et les trafics illicites pour ne pas crever. Souvenons-nous que le gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, prit exemple sur le système canadien des « réserves ».) Les nations autochtones et inuit ont été conquises et dépossédées de leurs territoires. Elles sont aujourd'hui devenues des colonies internes. La seule façon de renverser la spoliation et la négation des droits nationaux et individuels depuis la « conquête », lesquelles s'accélérent avec la spécialisation rentière du Canada et du Québec dans la division globale du travail libre-échangiste, est de reconnaître avant toute chose et sans aucune ambiguïté aux nations autochtones et inuit le droit à l'autodétermination jusqu'à, et y compris, l'indépendance.

La longue histoire d'oppression et de spoliation a causé une forte dépopulation historique jusqu'au XX^{ie} siècle, plusieurs déplacements de masse et surtout l'installation de la population « blanche » sur leurs terres historiques. Leurs membres vivant parmi les « blancs » sont victimes de discrimination. La réparation des torts historiques sur une base de territoires exclusifs découlant du régime capitaliste de la propriété privée est une tâche impossible qui ne pourrait mener qu'à des conflits sans fin. La nation québécoise pourrait proposer aux nations autochtones et inuit de s'unir à la nation québécoise dans le cadre d'une république fédérée sur la base de traités égaux reconnus internationalement, offre qui bien sûr pourrait être refusée au profit de l'indépendance et/ou des arrangements avec le Canada ou même les ÉU. Le territoire commun serait divisé en zones nationales propres à chaque nation et en zones à gouvernance partagée qui seraient les plus importantes. Toute personne habitant une zone nationale qui n'est pas la sienne pourrait bénéficier, selon certaines règles prévues aux traités internationaux, d'un ensemble de droits, particulièrement eu égard aux systèmes d'éducation et de justice de sa nation. Une telle offre attrayante dans l'intérêt de tous les peuples impliqués serait probablement bien reçue.

L'ampleur historique du dépouillement des territoires et du pillage des ressources pourrait être évaluée d'un commun accord, la Convention de la Baie James renégociée et reconnue par une instance internationale, une juste compensation pourrait corriger l'injustice historique de la conquête et les ressources exploitées selon les termes des traités internationaux. La longue histoire de conquête, de refoulement et de pillage des nations autochtones et inuit a causé l'érection d'un immense mur de préjugés et de méfiance. Pourrait être introduit dans le système d'éducation « blanc » des cours d'histoires, de cultures et de langues autochtones et inuit et des échanges de toutes sortes organisés entre la nation québécoise et les nations autochtones et inuit.

Comme pour l'unité anticapitaliste des peuples canadiens qui ne peut se construire que sur la base de la négation apparente de cette unité — la propagande pour l'indépendance du Québec — la même unité des peuples de la province fédérale du Québec ne peut être construite que sur la base de la destruction de son « intégrité territoriale ». En découlera-t-il pour les uns et pour les autres une unité supérieure, une négation de la négation ? Seule la lutte le dira.

La grande illusion d'un NPD de gauche et pro québécois

Les grands faiseurs d'opinion bourgeois voient... orange, bien davantage pour la question nationale que celle sociale :

« le NPD, avec sa promesse de rouvrir la Constitution, donner plus de pouvoir au Québec, et de permettre à la loi linguistique du Québec de l'emporter sur la Loi sur les langues officielles. [...] de même que ses promesses à dépenser davantage pour les programmes sociaux et de faire plus pour l'environnement. Mais l'appel nationaliste flagrant du NPD a été la principale différence entre cette élection, pour le NPD, et les précédentes. » (Globe and Mail, Jeffrey Simpson, [An abundance of teachable moments](#), 2/05/11, ma traduction)

Ils sont conscients que le Québec n'a jamais été aussi loin d'Ottawa et le PQ aussi près de Québec :

« Le Globe se dit tout de même prudent, les Québécois pouvant rapidement changer de camp. De plus, aucun gouvernement majoritaire n'a eu, depuis 1917, aussi peu de députés au Québec, alors que les relations avec la province pourraient entrer dans une nouvelle phase avec la possible élection du Parti québécois dans un avenir rapproché. » (Le Devoir, [Revue de presse — la suite](#), 7/05/11)

Cependant cette inquiétude n'arrive pas à masquer leur triomphalisme :

« Lawrence Martin, du Globe, évoque un "réalignement politique aux proportions historiques" qui marque la fin d'un modèle vieux de plus d'un siècle. Martin donne le crédit à Harper pour la disparition ou la marginalisation des deux vieux partis centristes, le Parti progressiste-conservateur et le Parti libéral. [...] Martin note que Harper n'aura plus à se soucier du Québec. "Les leaders conservateurs ont toujours pensé qu'il fallait une alliance entre l'Ouest et les nationalistes québécois pour remporter une majorité. M. Harper a prouvé que ce n'était plus nécessaire. Il a prouvé qu'il suffit de remporter l'Ouest et l'Ontario." » (Le Devoir, [Revue de presse — la suite](#), 7/05/11)

Si les « Progressistes-conservateurs » de Diefenbaker en 1958 et ceux de Mulroney en 1984 et en 1988 avaient eu besoin du Québec pour s'installer au pouvoir, les *pundit* voient l'hégémonie des Conservateurs s'installer à demeure sans le Québec :

« La population du Canada va bientôt commencer à vieillir rapidement maintenant que les baby-boomers atteignent 65 ans. Les électeurs plus âgés sont plus susceptibles d'être des partisans conservateurs — et de se présenter aux urnes — que les plus jeunes. De nouveaux sièges seront ajoutés pour la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, où les Conservateurs sont forts. Plus d'immigrants au Canada proviennent de Chine et de l'Asie du Sud. M. Harper a réussi à cibler ces communautés ethniques lors de l'élection avec les candidats conservateur qui ont bien performés dans de nombreuses de ces circonscriptions autrefois considérées comme des bastions du Parti libéral. » (Globe and Mail, Jeffrey Simpson, [The man who remade Canada's political landscape](#), 7/05/11, ma traduction)

Pourtant le commentateur perspicace et chevronné Martin y était allé, dans les derniers moments de la campagne, d'une sérieuse mise en garde face au dérapage anti-démocratique des Conservateurs, ce que le Globe n'avait pas jugé bon de publier :

« Il y a une opinion largement répandue chez les politologues et les experts constitutionnels à l'effet que le Premier ministre, avec ses méthodes l'État c'est moi a abaissé comme jamais le niveau de la démocratie canadienne. Les Canadiens eux-mêmes commencent à le ressentir de cette façon. Le sondeur Angus Reid a révélé cette semaine que 62 pour cent des Canadiens interrogés ont décrit notre démocratie comme étant dans un état de crise. Pour la première fois depuis de nombreuses élections, la démocratie est un enjeu.

« Le gouvernement Harper n'avait pas encore deux ans qu'une étude publiée dans l'International Political Science Review a mesuré le degré de centralisation du pouvoir dans tous les pays parlementaires. L'étude a conclu que le Canada était le pire cas.

« Une grande partie du problème résulte en l'accumulation de pouvoir par des Premiers ministres avant Harper dit Peter Russell, professeur émérite de l'Université de Toronto qui a étudié le pouvoir des Premiers ministres depuis les années 1950. Mais si notre santé démocratique était mauvaise alors, dit Russell, elle est maintenant pire — bien pire — après cinq années de règne de Stephen Harper. "Harper est sur la voie d'un gouvernement très populiste autoritaire qui passe par-dessus la tête du Parlement pour faire appel directement à la population grâce à une énorme machine de relations publiques. Le pouvoir vise les parties les moins instruites et les moins sophistiquées de la société." Ce qui est en train de se construire, dit Russell, est un premier ministre présidentiel sans une

puissante branche législative pour le tenir en échec. » (Lawrence Martin, [The descent of democracy: A country under one man's thumb](#), 27/04/11, Ipolitics.ca, ma traduction)

Pour le reste, le Premier ministre a clairement dit qu'il appliquera « sans surprise » tant son son programme électorale qu'il ramènerait le dernier budget.

« Le registre des armes à feu est donc foutu, tout comme la subvention aux partis politiques. L'achat des avions de chasse F-35 ira de l'avant. La justice musclée reprendra ses droits. Les conservateurs promettent de présenter et de faire adopter dans les 100 jours un projet de loi omnibus réunissant 11 projets de loi en matière de justice qui sont morts au feuilleton à la suite de la dissolution du Parlement. Le monopole de la Commission canadienne du blé sera à nouveau dans la ligne de mire du gouvernement.

« Les projets de loi pour réformer le Sénat reverront le jour, même si les provinces protestent contre des changements à la pièce et exigent de procéder par amendement constitutionnel. Le projet de loi en matière de représentation aux Communes, qui accorde plus de sièges à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique, sera présenté de nouveau, ce qui entraînera une diminution du pourcentage de sièges détenus par les autres provinces, dont le Québec. Ce dernier ne perdra pas de sièges, mais verra ainsi son poids politique diminué.

« La politique étrangère restera fortement favorable à Israël et les négociations d'un périmètre nord-américain se poursuivront. Les règles pour dissuader les demandeurs d'asile de faire appel à des passeurs seront durcies. Le régime des droits d'auteur que décrivent les artistes pourra être implanté. [...] ...on peut penser à la lutte contre le déficit et à l'intention du gouvernement de serrer la ceinture à l'appareil gouvernemental. Son programme prévoit des compressions atteignant 4 milliards par année. [...] Il est d'ailleurs persuadé qu'il doit sa majorité à son bilan et à sa manière de gouverner, qu'il promet de poursuivre. » [...]

« Dans l'Ouest, le PC dominait et domine toujours à peu près sans partage, et M. Harper ne l'oublie pas. "L'Ouest peut vraiment souffler", a-t-il dit hier. Cette région n'a plus à craindre les politiques des autres partis en matière d'énergie et de transport sur la côte ouest, a-t-il précisé. Cela pourrait vouloir dire que le moratoire sur le transport des hydrocarbures le long de la côte ouest sera levé et que la lutte contre les changements climatiques va devenir une figure de style. » (Le Devoir, Manon Cornellier. [Carte blanche](#), 4/05/11)

Cette polarisation de l'opinion publique ne peut qu'encourager l'euphorie orange au Québec renforcée par la méconnaissance de ce parti par le peuple québécois, gauche comprise. En découle le risque des pires illusions vers des lendemains qui déchantent. On aura ici intérêt à prêter une oreille des plus attentives à ce qu'à nous dire la gauche anticapitaliste anglo-canadienne qui a du NPD une expérience pratico pratique s'étalant sur des dizaines d'années. D'abord les multiples virages et tergiversations du NPD sur la question nationale québécoise sont légendaires :

« [Le désir du peuple québécois de davantage d'autonomie nationale ou pour l'indépendance] implique beaucoup plus qu'une adhésion rhétorique au concept de Layton de "fédéralisme asymétrique" — qui, soit dit en passant, n'était pas mentionné dans le programme électoral formel du parti.

« Au début des années 1980, la direction du parti sous Ed Broadbent a approuvé le rapatriement unilatéral de la Constitution sans le consentement du Québec. En 2000, le parti a voté en faveur du projet de loi C-20, la loi sur la clarté, ce qui (entre autres) subordonne la souveraineté du Québec suite à un succès du "oui" à l'accord du Parlement fédéral — une violation flagrante du droit du Québec à l'autodétermination.

« La Déclaration [de Sherbrooke datant de 2006] est d'orientation clairement fédéraliste. Elle exclut toute perspective de changement constitutionnel, façon habituelle de poser la question nationale au Canada. Elle admet que le refus des gouvernements successifs du Québec (souverainistes et fédéralistes) de signer la Constitution de 1982 "est un vrai problème intenable à long terme" mais affirme que l'objectif du parti "à moyen terme" est "d'obtenir des résultats qui pourraient permettre au Québec d'adhérer au cadre constitutionnel canadien."

« Le document se réfère au Québec qu'une seule fois comme une "nation" (entre guillemets dans l'original) et dit que le caractère national du Québec "peut être exprimé dans le cadre de la fédération canadienne." Il "reconnait le droit du Québec à l'autodétermination" mais souligne que du point de vue néo-démocrate ce droit doit être "exercé au sein du Canada"

La Déclaration affirme que le NPD "reconnaitrait une décision majoritaire (50% + 1)" dans le cas d'un référendum sur le statut politique du Québec, mais cette affirme astucieusement qu'il s'agit de 50% + 1 "du peuple québécois" (et non pas les électeurs!). Et elle ajoute que le gouvernement fédéral doit "déterminer son propre processus dans l'esprit de la décision de la Cour suprême" sur la question de la

sécession du Québec (1998). Cette décision a expressément nié que le Québec pourrait se séparer sans le consentement des autres provinces ainsi que du Parlement fédéral, ou sans la détermination des frontières d'un Québec indépendant. De manière significative, la définition de la "nation" québécoise dans la Déclaration de Sherbrooke ne comporte pas de référence à un territoire.

« La Déclaration proclame le soutien du parti à la Loi sur les langues officielles au sein du Québec — une loi qui accorde des droits égaux à l'anglais dans les institutions fédérales. »

(Richard Fidler, The Bulletin, [The Federal NDP's Electoral Breakthrough in Quebec: A Challenge to Progressives in Canada](#), 11/05/11, ma traduction)

Il était pathétique de voir le chef du NPD, lors de sa rencontre avec l'équipe éditoriale du Globe and Mail — mais il a refusé le même type de rencontre au Devoir — parler des deux côtés de la bouche en même temps sur la question de la correction de la sous-représentation de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie britannique tout en voulant satisfaire le nationalisme québécois :

« M. Layton: Oui nous sommes favorables à davantage de sièges pour l'Ontario et l'Alberta et en Colombie-Britannique. Nous voulons aussi retenir le poids actuel du Québec dans le calcul des sièges et nous pensons qu'il est possible de trouver notre chemin vers ces deux objectifs. [...] »

M. Geiger: Si vous avez plus de sièges dans l'Ouest canadien et en Ontario, comment voulez-vous maintenir cet équilibre historique avec le Québec ? Soit ils obtiennent proportionnellement plus de sièges soit qu'ils ne l'obtiennent pas. Voulez-vous dire que toutes les régions obtiendront plus de sièges ?

M. Layton: Il y aura des sièges supplémentaires alloués au Québec aussi.

M. Geiger: Même si ce n'est pas justifié par la population ?

M. Layton: Eh bien, c'est justifié par le poids politique historique du Québec dans la fédération. Il existe une solution qui peut être trouvée. Ce n'est pas une chose facile à faire. Il faudra y travailler. Mais il faut absolument des sièges supplémentaires pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Ces provinces sont sous-représentées en ce moment et il faut corriger la situation.

M. Stackhouse: Et plus de sièges pour le Québec ?

M. Layton: Il y aurait un ajustement vis-à-vis le Québec.

M. Geiger: Donc, en d'autres termes, ils n'auraient pas proportionnellement plus de sièges.

M. Layton: Oui ils en auraient. Eh bien, ils auraient plus de sièges. Nettement plus.

M. Geiger: Mais pas proportionnellement plus ?

M. Layton: Eh bien, on commencerait à redresser la très importante disproportion actuelle. »

(Globe and Mail, [Jack Layton, on the record](#), 27/04/11)

Il ne viendrait pas à l'idée du NPD de transformer le Sénat — il est pour son abolition — en Chambre des nations et nationalités dotée d'un pouvoir au moins égal à celui de la Chambre des communes, seule façon pan-canadienne de sortir de la quadrature du cercle. Cette solution, il est vrai, nécessiterait un amendement constitutionnel en plus de décider de l'allocation des quotas par nation et nationalité, à l'avantage net de celles opprimées, et, sans doute, de certains droits de veto accordés soit aux délégations nationales et/ou aux deux provinces-nations et à de probables nouvelles entités nationales autonomes. Non seulement le problème est-il complexe mais il requerrait de la part du NPD d'affronter le chauvinisme anti-Québec et anti-autochtone et inuit.

Le NPD se reprendrait-il du côté social, ce qui est à près tout son pain et son beurre ? Voici ce qu'en pense le commentateur aux affaires publiques du Toronto Star, le plus important quotidien de Toronto et le seul au Canada qui ait appuyé le NPD :

« Stephen Harper met en garde que le NPD de Jack Layton retournerait le Canada au temps de la guerre froide. Michael Ignatieff affirme que le NPD mettrait les banques à genoux.

« En fait, ces deux critiques sont aux antipodes de la vérité. [...] la plate-forme du NPD est résolument minimaliste. Certaines mesures sont copiées sur celles des Conservateurs de Harper.

« D'autres sont quasi-identiques à celles des Libéraux de Michael Ignatieff.

« Layton n'est pas Lénine. Il n'est même pas Tony Blair.

« Comme la plupart des manifestes électoraux, la plate-forme du NPD est un document sournois. Il est question de doubler les prestations du Régime de pensions du Canada. Mais, à lire attentivement, la

plate-forme promet seulement qu'un gouvernement néo-démocrate "travaillera avec les provinces" pour y arriver.

« Étant donné que le Québec et l'Alberta ont déjà opposé leur veto à un tel changement, cet engagement n'ira pas très loin.

« De même, le parti s'est beaucoup vanté de sa promesse de former de nouveaux médecins. Mais ça dépendra de la collaboration des provinces (et probablement de l'argent des provinces).

« Layton fait des promesses audacieuses d'investir dans les transports en commun rapide, la construction d'infrastructures urbaines, de réintroduire des subventions de rénovation et de réduire les impôts pour le mazout domestique.

« Mais l'annexe portant sur les coûts de sa plate-forme montre de que ces promesses sont subordonnées à la capacité d'Ottawa de mobiliser des milliards par ce qui, en effet, serait une nouvelle taxe sur le carbone.

« Et il est dit qu'un gouvernement néo-démocrate irait de l'avant avec cette nouvelle taxe par l'intermédiaire d'un marché du carbone seulement si les États-Unis faisaient la même chose, de manière à assurer des "règles du jeu équitables pour les entreprises nord-américaines."

« Ce qui ressemble beaucoup à Harper.

« D'autres promesses plus précises ressemblent aussi à des engagements de Harper et de Ignatieff. Comme les Libéraux, le NPD dépenserait plus pour les soins à domicile et pour l'éducation. Comme les Conservateurs, le NPD fournirait des fonds supplémentaires pour personnes âgées pauvres — davantage toutefois que Harper veut le faire.

« Un allègement fiscal proposé pour les pompiers volontaires est tout droit sorti du dernier budget conservateur. Aussi un programme destiné à aider les soldats démobilisés pour se recycler. Comme les Conservateurs, le NPD propose des allègements fiscaux pour les entreprises afin de créer des emplois. La principale différence ici est que Layton mettrait l'accent sur les petites plutôt que sur les grandes entreprises.

« La plate-forme du NPD est financièrement orthodoxe. Comme pour les Conservateurs, le NPD s'engage à équilibrer le budget dans les quatre ans. Pour y parvenir, comme Harper et Ignatieff, Layton compte en grande partie sur la croissance économique (et donc sur la hausse des recettes fiscales).

« Les Conservateurs comblerait n'importe quel écart financier restant par des coupures des dépenses publiques. Les Libéraux et les Néo-démocrates y arriveraient en augmentant les impôts des sociétés.

« Les éléments les plus frappants de la plate-forme du NPD sont ses omissions. Il n'est pas question de saborder les pourparlers de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. En fait, il n'y a aucune référence au commerce.

« Il y a aussi un silence radio sur l'entente de principe Canada-États-Unis pour créer un périmètre de sécurité nord-américain.

« La défense ? Le NPD affirme qu'il ne reviendrait pas sur les augmentations prévues par Harper en matière de dépenses militaires. Il dit qu'il veut ramener les soldats canadiens d'Afghanistan. Mais il ne dit pas quand. »

(Toronto Star, Thomas Walkom, [He's not Lenin, he's just Jack](#), 30/04/11, ma traduction)

Ajoutons-y de « [g]arder le niveau d'imposition des grandes entreprises sous celui qui existe aux États-Unis » et d'« [e]mbaucher 2500 policiers additionnels. » (La Presse, [Que vise le NPD ?](#), 7/05/11).

Pour bien se faire comprendre, le chef néo-démocrate a cité en exemple les actuels gouvernements provinciaux néo-démocrates :

« Pendant la campagne Layton a fait une vertu du bilan des gouvernements néo-démocrates provinciaux au Manitoba et en Nouvelle-Écosse lesquels ont tous deux des budgets équilibrés grâce à des compressions budgétaires. Il s'est également engagé à ce que le parti fournisse des "conditions très stable et prévisible pour les entreprises" et il a promis un gouvernement qui procéderait "par étapes" et qui serait "peu dépensier et réaliste", le genre que "les entreprises recherchent aujourd'hui." La section affaires du *Globe and Mail* (qui a appuyé les Conservateurs durant la campagne électorale) a cité des experts financiers en disant que "les investisseurs internationaux considèrent les différences entre les plates-formes des divers partis comme 'plutôt mineures', c'est pourquoi ils sont peu préoccupés par une éventuelle opposition officielle néo-démocrate ou d'un gouvernement de coalition dirigé par M. Layton." » (Alan Sears and James Cairns, webzine de New Socialist, [After the Election 2011: Building our Movements on Shifting Ground](#), 6/05/11, ma traduction)

Ce qui amène à la conclusion :

« Donc, l'appui du NPD en 2011 signifie autre chose que le soutien pour le NPD, par exemple, lors de l'élection fédérale de 1988 (lorsque le NPD a remporté 20% des voix, son précédent record). Alors, face à la pression de personnes opposées à l'accord de libre-échange Canada-États-Unis, le chef du NPD, Ed Broadbent, a soutenu que les Conservateurs (libre-échangistes) étaient le parti de Wall Street et que les Libéraux (alors opposés à l'Accord) étaient le parti de Bay Street. Rien de tout cela n'a été entendu cette fois. » (Blog de New Socialist, [The Conservative Majority and the Left - A Few Notes to Begin the Discussion](#), 3/05/11, ma traduction)

En fait ni ce programme ni celui des autres partis ne fut un enjeu sérieux de la campagne :

« Chose plutôt inusitée, cette campagne n'a porté sur aucun grand enjeu de société. De paix et de guerre, il n'a pas été question. D'économie, tout juste pour dire que ce devrait être la préoccupation première des Canadiens. Du régime de santé public, à peine. De culture, pas du tout. Quant à l'environnement et aux gaz à effet de serre, qui furent l'enjeu principal des élections en 2008, ces sujets ont été complètement occultés. » (Le Devoir, Bernard Descôteaux, [Élections fédérales - D'abord le Bloc](#), 30/04/11)

Fort de son statut d'opposition officielle et de sa jeune, féminine et syndicaliste députation québécoise, la direction du NPD deviendra-t-elle plus frondeuse ?

« "C'est Bay Street qui décide et qui dirige le Canada et ils aiment Harper pour le moment", me disait M. Layton au cours de ce même repas à Montréal. Relancé sur ce sujet, lors de notre dernier entretien, tout juste avant le scrutin de lundi dernier, M. Layton nuance un peu ses propos: "Les banques, Bay Street, on va travailler avec eux, mais on ne leur donnera pas autant de cadeaux que les conservateurs." » (La Presse, Vincent Marissal, [La douce revanche de Jack-le-tenace](#), 7/05/11)

Cette attitude conciliatrice envers les banques semble s'étendre à celle envers le gouvernement Harper :

« Lorsqu'ils étaient minoritaires, les conservateurs ont été reconnus coupables deux fois d'outrage au Parlement. Une première dans l'histoire canadienne. Aujourd'hui, ils sont majoritaires. M. Layton fait-il confiance à M. Harper dans ce nouveau contexte? Le nouveau chef de l'opposition officielle n'a pas répondu à la question, qui lui a été posée à plusieurs reprises. Il a simplement dit "espérer" que le premier ministre soit plus conciliant, malgré son nouveau mandat. "Je prends M. Harper à son mot quand il dit qu'il veut travailler avec les autres partis", a-t-il ajouté. » (La Presse, [Layton ambivalent sur son nouveau pouvoir](#), 3/05/11)

Et tant qu'à y être :

« Le chef du NPD a réclamé un tête-à-tête avec Stephen Harper "dès que possible afin de discuter des différents moyens d'obtenir des résultats [au profit] des familles canadiennes". "Je lui ai partagé mon désir que soit adopté un ton plus positif et respectueux au Parlement", a ajouté M. Layton. » (Le Devoir, [L'autobus de Jack Layton s'arrêtera devant Stornoway](#), 3/05/11)

On peut en effet penser que le Premier ministre sera dorénavant d'apparence plus conciliante, qu'il sera moins *cowboy* avec les formalités démocratiques. Majoritaire, il peut se permettre de respecter les formes. Il faudra une levée de boucliers provenant de la rue pour le faire sortir de ses gonds. Quand sera-t-il cependant du fond ? Il dit qu'il ne remettra pas en question le droit à l'avortement. Restera-t-il insensible à la mobilisation du mouvement anti-avortement qui s'est dépêché d'organiser une manifestation réussie sur la colline parlementaire à Ottawa, prenant de cour un mouvement pro-choix affaibli ? (Le Devoir, [7000 personnes marchent contre l'avortement](#), 13/05/11).

Il est vrai que le magazine qui se veut le porte-parole de la bourgeoisie mondiale l'invite à se concentrer sur l'essentiel, de son point de vue, et surtout qu'« il ne faut pas oublier que la majorité est modérée » :

« M. Harper a collé à un mantra simple : sa gestion réussie de l'économie, des promesses de baisses d'impôts, une plus forte défense et des mesures plus sévères contre la criminalité. M. Ignatieff a viré à gauche, cherchant à se mouler aux promesses du NPD promouvant des largesses du gouvernement fédéral. Ce faisant, il a donné le centre du terrain aux Conservateurs. [...]

« ...le premier ministre ne devrait pas être illusionné par le résultat clair livré par le système uninominal à un tour en imaginant que les Canadiens sont devenus des fêtards du Tea Party. Sa nouvelle majorité, sécurisée avec seulement 39,6% des voix, lui permet d'aller de l'avant avec

quelques mesures utiles, comme une réduction de l'impôt des sociétés. Mais cela signifie aussi qu'il n'a aucune excuse pour ne pas aborder les questions difficiles telles que celle des services de santé et celle de la réforme des retraites, et la politique environnementale. Cela rend d'autant plus important que son gouvernement soit clairement responsable devant le Parlement et qu'il agisse moins secrètement que lorsqu'il était minoritaire.

« Dans la victoire, M. Harper a insisté pour dire qu'il passera les quatre prochaines années à "gouverner pour tous les Canadiens". C'est un bon conseil, et il devrait le suivre, sinon il se peut que l'annonce de la mort du Parti libéral du Canada soit prématurée. » (The Economist, [Leader : Harper leads into new territory](#), 5/05/11, ma traduction)

ADQ/CAQ et Québec solidaire zieutent un PQ sclérosé au bord de l'abîme

La contradiction est antagonique entre le choix par le peuple québécois, en tout cas celui de gauche, du NPD pour résoudre ses problèmes nationaux et sociaux versus l'incapacité de ce parti nationaliste canadien et social-libéral pour y arriver. Après les élections, les aspirations indépendantistes du peuple québécois de gauche n'ont en rien été modifiées (Le Devoir, [Sondage Léger](#), 14 mai 2011), du moins dans l'immédiat. Tout un contraste entre la mer d'unifoliés dans laquelle baignait le discours de la victoire du chef du NPD le soir des élections. Il est remarquable que le score pour un éventuel « oui » référendaire à une question portant strictement sur la souveraineté soit quasi strictement équivalent, un peu plus de 40%, aux intentions de vote pour les deux partis se réclamant de cette option sans cependant que le rapport des intentions de vote entre ces deux partis, PQ et Québec solidaire, se soit modifié comme on aurait peut-être pu s'y attendre après la vague orange. En ressort quand même un net clivage « souverainiste-progressiste » (PQ et Québec solidaire) versus fédéraliste-droite (PLQ et ADQ).

Ce qu'il y a de remarquable dans ce sondage c'est le statu quo post élection fédérale... qui confirme que le PQ s'est affaibli tant par l'exode de nationalistes de droite vers l'ADQ que des souverainistes de gauche vers Québec solidaire. Ces deux partis relativement nouveaux essaient de surmonter cette division du camp nationaliste l'un en faisant valoir une option droite-autonomiste, donc fédéraliste type ex Union nationale, l'autre une option gauche-souverainiste/indépendantiste type NPD à la mode québécois. À court terme, l'un et l'autre puisent dans un électorat complémentaire, respectivement les Libéraux francophones déçus pour le premier, et un amalgame (bien mince) de fédéralistes de gauche et d'une gauche antilibéral et anticapitaliste auparavant favorisant de petits partis pour le second. À termes, cependant, tous les deux sont aux aguets d'un éventuel effondrement du PQ de la même manière que les Conservateurs et le NPD ont vampirisé les Libéraux fédéraux.

L'appui électoral au PQ n'a cessé en effet de décroître tendanciellement depuis l'élection pré référendaire de 1994, lequel n'était pas un sommet lequel a été atteint lors de l'élection post référendaire de 1981. La remontée de décembre 2008 n'est due qu'aux déboires adéquistes, le score électoral restant inférieur aux scores de 1976 à 1998 inclusivement. (Wikipédia, [PQ](#), graphique des scores électoraux). Cette descente s'explique moins par la défaite référendaire de 1995 — celle de 1980 avait donné un résultat opposé — que par le ralliement sans fard du gouvernement du PQ à la drastique lutte fédéraliste anti-déficit de la fin des années 90 puis celle de la baisse tout aussi drastique des impôts du début des années 2000. (La baisse momentanée du score électoral de 1985 avait aussi été causée par le zèle néolibéral péquiste jusqu'à couper de 20% les salaires des employés de l'État en 1982.) Il ne faut pas s'étonner non plus que ces deux poussées d'urticaire néolibérale aient correspondu à un explicite lâchage de l'indépendantisme sous la forme respectivement du « *beau risque* » de René Lévesque et des « *conditions gagnantes* » de Lucien Bouchard. Comme quoi, et on ne le dira jamais assez, indépendantisme rime avec gauche et fédéralisme avec droite. Il ne faut pas s'en surprendre, le premier parlant de rupture et le second de statu quo.

Le PQ oppositionnel depuis 2003 n'a nullement renié le PQ gouvernemental post-référendaire clairement néolibéral et autonomiste. La chef péquiste s'est plutôt vanté au Conseil national de novembre 2009 que « [c]'est le Parti Québécois qui a remis les finances en ordre » ([Allocution prononcée par Pauline Marois l'occasion de l'ouverture du conseil national](#) - 21 novembre 2009). Plus d'un an plus tard, elle n'en démord pas : « Mme Marois a attaqué le gouvernement sur ce qu'elle a qualifié des "trois D" : "Dettes, déficit et dépenses sur tous les fronts" ». (Le Devoir, [Le PQ enfourche le cheval de l'économie](#), 28/01/11). Encore le 6 mai dernier, après l'élection fédérale, la chef péquiste discourait devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sous le thème « [a]gir pour créer de la richesse » (PQ, [Pauline Marois devant la Chambre de commerce...](#), 7/05/11) — mot code signifiant la marginalisation de sa répartition ce qu'a bien souligné le président de la Chambre dans sa présentation — tout en insistant pour maintenir sa (non)-stratégie référendaire (Le Devoir, [« Tout est toujours possible »](#), 7/05/11).

Le PQ est tellement engoncé dans le néolibéralisme autonomiste qu'il est aveugle à la déconfiture de son allié stratégique à Ottawa. Le dernier sondage post électoral indique pourtant que la popularité de la chef péquiste est devenu moindre que celle du chef libéral. Se faire le champion de l'assassinat à la Rambo de Ben Laden (Le Devoir, [Khadir s'oppose à une motion sur Ben Laden](#), 11/05/11) — que le député de Québec solidaire trouve cet assassinat « légitime », même s'il a voté contre la motion, n'est pas une excuse pour renchérir — ou des tractations de l'ultra anti-syndicaliste Quebecor avec le maire de Québec (Le Devoir, Amphithéâtre : [Labeaume demande la protection de l'Assemblée nationale](#), 17/05/11) n'est que fuite populiste en avant.

On pourrait penser que le sondage indique que pendant qu'en superficie tout a changé, en profondeur rien n'a changé. Il faut se méfier des réactions immédiates souvent indicatrices d'un braquage réactif face à sa propre audace lequel s'estompe à la longue. Il n'y a toutefois rien d'automatique ni dans un sens ni dans l'autre. Laïssée à ses contradictions, la vague orange refluera faute de mieux vers la vieille solution nationaliste tout comme la déception envers l'Union nationale « anti trust » de 1935-36 avait ramené un gouvernement libéral à la remorque d'Ottawa durant la Deuxième guerre, celle envers la « révolution tranquille » bourgeoisie de 1960-66 un retour d'un gouvernement Union nationale de 1966 à 1970 et, à un moindre degré, celle envers le PQ bouchardien une prééminence des Libéraux fédéraux sur le Bloc québécois lors des élections de l'an 2000 et, pire encore, la domination à n'en plus finir des Libéraux québécois les plus fédéralistes depuis leur mue nationaliste québécoise durant les années 1950 sous Georges-Émile Lapalme. Reste que, chant du cygne ou non, la fenêtre historique de l'alliance PQ-Bloc est définitivement consommée tout comme l'était en leur temps celles des Libéraux d'Adélard Godbout, de l'Union nationale de Daniel Johnson père et, au Québec, des Libéraux de Jean Chrétien, l'ombre populiste de Pierre Elliott Trudeau.

Au Québec, la droite nationaliste bouge déjà. L'ADQ a surmonté sa crise existentielle suite à son effondrement comme opposition officielle lors de l'élection de décembre 2008. Elle remonte dans les sondages se re-distanciant nettement à cet égard de Québec solidaire :

« À nouveau, l'ADQ semble avoir un avenir. [...] Début 2010, elle touchait le fond avec 6 % des intentions de vote. Elle a aujourd'hui retrouvé sa position historique avec 18 % des intentions de vote. [...] L'ADQ pourrait poursuivre sa route seule. Les électeurs ont parié une fois sur ce parti. Ils ont été amèrement déçus. Il serait étonnant qu'ils renouvellent l'expérience. L'échec sera d'autant plus certain si la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) de François Legault se transforme en parti politique. Elle pourrait, et c'est l'autre choix qui s'offre à elle, répondre aux appels à se joindre à celui-ci. [...] D'emblée, François Legault a l'expérience ministérielle, politique et d'affaires qui lui donne une autorité que n'a pas Gérard Deltell. [...] L'ADQ a pour elle d'avoir des militants, une organisation électorale et quelques députés, ce qui manque à François Legault. [...] Tout est là pour réaliser un mariage de raison parfait, la raison étant bien sûr l'attrait du pouvoir qui pourrait être à portée de main. [...] ...on a vu ce week-end les militants adéquistes rejeter plusieurs propositions de leur commission politique parce qu'elles étaient trop à droite. François Legault, qui se voit comme de centre droit, ne peut s'allier à une ADQ qui se radicaliserait encore plus qu'elle ne l'est. Il sait que le pouvoir se trouve au centre, non dans les extrêmes. Mais l'Action démocratique est pour une partie de ses militants un parti idéologique. » (Le Devoir, Bernard Descôteaux, [Politique québécoise — l'ADQ en montée](#), 17/05/11)

Qu'en est-il de Québec solidaire ? À peine sortie d'un congrès programmatique mettant en épingle « une économie plurielle où l'économie sociale — coopérative, communautaire sans but lucratif —, publique, domestique et privée ont leur place [...] particulièrement les PME » ([6e congrès de Québec solidaire: pour une économie plurielle et démocratisée au service de la population](#), 27/03/11) de sorte à « [changer tout sans briser rien](#) » (Amir Khadir), le parti lance sa campagne « [Pour un pays de projets](#) ». L'axe de cette campagne est-elle la souveraineté, l'Assemblée constituante, le mode de scrutin, la politique de la langue (« [Le projet de pays et la promotion du français : les orientations de Québec solidaire](#) », 14/04/11), on ne sait trop. L'assemblée constituante est-elle celle d'un Québec indépendant ou bien pour en décider. Sera-t-elle l'aboutissement de l'élection d'un gouvernement Québec solidaire, la position officielle, ou résultera-t-elle d'une « rupture de dépassement » [...] et] *passer nécessairement par de vastes mobilisations populaires.* » (Le Devoir, Amir Khadir, [Après les élections fédérales - Le Québec qui nous attend](#), 14/05/11) ?

Il semble que la direction de Québec solidaire réalise de plus en plus l'impasse de sa stratégie électoraliste et super-étapiste. Pour faire disparaître le dilemme de la « bonne gouvernance fédéraliste », qui hante le PQ, elle raccourcit les étapes : l'Assemblée constituante se rassemblera six mois après l'élection et durera dix-huit mois tout en se combinant au processus de consultation du grand public puis viendra immédiatement après le référendum qui portera sur deux questions soit la constitution proprement dite et le statut constitutionnel. (Présentation verbale d'Amir Khadir de la campagne « Pour un pays de projets ») La Constitution pourrait donc s'adapter indifféremment au fédéralisme ou à l'indépendance. Comprenez qui pourra ! Bien sûr, pendant ce temps Bay Street et Wellington Street regarderont le train passé sans « coup de la Brink's » causant des « turbulences » (Pauline Marois) et sans intervention militaire à la 1970 ou 1980 causant un « trou noir » (Jean Charest). Est-ce l'application des leçons tirées des révolutions tunisienne et égyptienne à cet imbroglio coupant artificiellement sphère institutionnelle / constitutionnelle de celle politique et socio-économique qui amène le député Québec solidaire à s'aventurer sur le terrain des « ruptures » et des « vastes mobilisations populaires » ?

Si la campagne du CAQ de François Legault d'ici la fin de l'année aborde et abordera de front les préoccupations populaires de l'heure, soit l'éducation, la santé, l'économie et la culture (Le Devoir, [La formation d'un parti est exclu](#), 27/04/11), la direction de Québec solidaire les délaisse en faveur du champ principalement constitutionnel et institutionnel... ce qui a contribué au rejet du Bloc par l'électorat québécois car pour le camp nationaliste la question de la souveraineté exclut toute dimension socio-économique pour la bonne et simple raison que son Québec indépendant ne serait à ce niveau qu'un copie-coller du Canada, c'est-à-dire « un p'tit Canada ». En ces temps de stagnation économique sur fond de crise et de polarisation sociale, et d'absence de mobilisation de grande ampleur qui seule poserait l'actualité de la Constituante, le peuple travailleur pense socio-économique. Même en Tunisie, le reflux actuel, malgré une continuelle mobilisation qui ne lâche pas, rend problématique l'élection d'une Constituante à court terme :

« Non seulement le gouvernement transitoire n'est pas démocratique, mais nous nous dirigeons vers une situation où l'ancien régime pourrait se rétablir à l'issue des élections à la Constituante, prévues pour l'instant pour le 24 Juillet. » (François Amaël, [Reprise des manifestations en Tunisie : vers une deuxième révolution ?](#), 14/05/11, ESSF)

Même dans les meilleurs moments, comme au temps du surgissement du mouvement indépendantiste, libération nationale se conjugait avec libération sociale et vice-versa.

Québec solidaire mettra-t-il l'indépendantisme en première ligne des préoccupations populaires réellement existantes, ce qui exige de lui donner un sens d'abord antilibéral, anti-impérialiste et écologique, plus que constitutionnel et linguistique ? Ainsi la lutte pour l'indépendance pour briser l'oppression nationale québécoise, ce maillon le plus faible du capitalisme canadien, renouerait-il avec son internationalisme des origines antérieur à l'hégémonie des PQ/Bloc sur le mouvement national. Ou bien le parti voudra-t-il se laisser porter par la vague enpédiste consolidant son social-libéralisme et son ratatinement de l'indépendance ? Le député de Québec solidaire a-t-il révélé qu'il avait voté NPD dans ce sens-là ou pour le pousser vers la « rupture » indépendantiste ?

Pourquoi Québec solidaire a-t-il laissé tomber la proposition de campagne du Comité de coordination de Montréal en diapason avec les objectifs de l'Alliance sociale et de la Coalition contre les tarifs et la privatisation : « *mandater la Commission thématique sur l'économie de préparer une proposition de budget alternatif pour la fin août, la tenue d'un conseil national cet automne pour adopter un budget alternatif et de faire une campagne en vue du budget 2012-2013* » ? Il eut été facile, et nécessaire, d'y greffer la perspective de l'indépendance pour que le Québec détienne le pouvoir constitutionnel de nationaliser/socialiser les banques et de se doter d'une monnaie québécoise pour être en mesure de faire une réforme fiscale en profondeur sans fuite de capitaux de sorte à avoir les moyens de ses politiques sociales et écologiques. On retrouve d'ailleurs cette préoccupation cruciale sur le site « *Pour un pays de projets* » sous la forme d'interventions du grand public sous l'onglet « [QS/PQ](#) » lequel a suscité les commentaires les plus nombreux. Le congrès programmatique de décembre corrigera-t-il le tir ?

Mettre fin aux « deux solitudes » de gauche

Si la plaque tectonique de la politique québécoise bouge, qu'est-ce à dire de celle canadienne ? Sans présence d'amples mouvements populaires, on pourrait en conclure qu'il faille rejeter le superficiel et s'en tenir au fond des choses... et rater le train d'une histoire possible. Ce serait se méprendre sur la politique qui saisit le vif de l'évènement pour tenter de rompre le déroulement autodestructeur de la mécanique de l'accumulation du capital. Car la surprise orange québécoise éveille les sens et interroge... le temps de floraison d'une rose qui vivra « *ce que vivent les roses, l'espace d'un matin* ». Pour la première fois dans l'histoire du Canada, est rassemblée sur une échelle macro politique une portion significative des gauches pancanadiennes de toutes les nationalités et possiblement de l'ensemble des gauches non sectaires si celles-ci voulaient sauter dans le train en marche. Si ce n'est pas encore le cas au Québec pour la majorité francophone ça risque de le devenir en commençant, malheureusement, par le mauvais bout de la curée pour les deux à trois cent postes rémunérés dans les petits appareils des députés. Mais, comme il est dans l'intérêt du parti de se doter d'une base de membres francophones vraisemblablement le reste suivra... même s'il y aura pas mal de carriérisme dans l'air.

Le train NPD vient soudainement de bifurquer vers un pays inconnu de son conducteur qui aura du mal à en reprendre le contrôle pour un bout de temps. Au grand jamais la nation québécoise, et même canadienne anglaise, n'a fait l'expérience à cette échelle d'un parti « bourgeois ouvrier » fondé sur des bases syndicales il y a cinquante ans, et qui le reste au Canada anglais même si c'est dans une moindre mesure, à partir d'un parti populiste de gauche de l'Ouest canadien. Certes, comme les autres partis de type Labour ou social-démocrate de par le monde impérialiste il a évolué vers le social-libéralisme et toujours justifié un fort nationalisme canadien par l'anti-américanisme. Malgré ces immenses défauts, le peuple québécois l'a massivement choisi tant il voulait exprimer dans les urnes ses convictions de centre-gauche étant donné que le PQ, l'alter ego du Bloc — « *[e]nsemble, péquistes et bloquistes forment "la force politique la plus redoutable au Québec", a dit M. Duceppe aux centaines de délégués réunis au Palais des congrès.* » (Le Devoir, [Congrès du PQ - Gilles Duceppe salue l'unité du parti autour de Pauline Marois](#), 17/04/11) — refuse de les convoquer à un troisième rendez-vous national mais plutôt à une troisième période de « bonne gouvernance » néolibérale après celles du début des années 80 et de 1995-2003.

Faudrait-il que la gauche anticapitaliste et antilibérale renonce à disputer les commandes du convoi NPD dont les nombreux nouveaux wagons s'arriment mal à la vieille locomotive poussive ? À situation nouvelle, tactique nouvelle... et audacieuse... et fort risquée. Les bonnes âmes puristes crieront au scandale de rallier un parti fédéraliste social-libéral. Mieux aurait certes valu une organisation politique issue d'une mobilisation à la mode arabe ou wisconsinne... ou d'une remobilisation suite au 12 mars. Il faudra bien sûr y venir à la première occasion mais ce n'est pas le défi de l'heure. Pour parodier l'innommable imprésentable ancien Secrétaire républicain de la défense, la gauche anticapitaliste et antilibérale fait face non pas à une situation connue attendue, genre tendance statistique, ni même à une connue mais inattendue, genre renversement de tendance, mais à une inconnue inattendue. Il faut oser sortir du « confort et de l'indifférence » vis-à-vis le Canada (et sa gauche dont un fort petit nombre maîtrise le français) alors que la politique canadienne surdétermine celle du Québec.

La gauche anticapitaliste et antilibérale du Canada anglais restera-t-elle en gare isolée dans ces minuscules et souvent rivales organisations continuant de prêcher le saint Graal de l'unité militante contre les politiques néolibérales et impérialistes et de s'essouffler dans des actions minoritaires soit qui ne lèvent pas soit qui restent marginales ? La minorité de cette gauche dans le [Socialist Caucus du NPD](#), qui a soudainement raison bien malgré elle de militer au sein du NPD, bouleversera-t-elle son profil « économiste » anglophone, de marginalisation des questions nationales, de soutien critique à la direction fédéraliste sociale-libérale ? La gauche politique et sociale francophone du Québec deviendra-t-elle membres en masse du NPD ? Québec solidaire, tout en gardant sa pleine autonomie nationale, tendra-t-il la main au NPD jusqu'à envisager la perspective d'une coalition — l'épouvantail à moineau du SPQ-libre (Le Devoir, [Vers une alliance](#)

[NPD-Québec solidaire?](#), 6/05/11) — si l'évolution politique va dans la bonne direction ? En tout cas, il faut immédiatement proposer des rencontres exploratoires comme tente de le faire la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve.

Last but not least, les collectifs anticapitalistes de Québec solidaire en finiront-ils avec leur tactique oscillant entre gauchisme idéologique et opportunisme politique de non critique, et encore moins d'opposition systématique, des directions sociales-libérales et nationalistes lequel opportunisme face à la direction du NPD serait imprésentable ? Cette question est essentielle car il s'agit d'entrer dans le NPD en déployant toute grande les bannières de l'anticapitalisme et de l'indépendantisme afin de rassembler autour de soi un pôle oppositionnel contre la direction irrémédiablement sociale-libérale et nationaliste canadienne du NPD. On ne fait pas ça autour d'individus isolés mais d'un collectif ou d'une coalition de collectifs s'entendant sur une orientation, des propositions et une tactique commune.

Les rapports sociaux fondamentaux étant restés les mêmes et faute de dynamique de fond de leur transformation, on ne voit pas pourquoi il faudrait modifier la stratégie de renversement du capitalisme au Canada et au Québec, soit casser le maillon faible de la chaîne de la domination de la bourgeoisie canadienne, l'oppression nationale du peuple québécois, par la revendication haut et fort, partout au Canada, de son indépendance et du même droit pour les nations autochtones et inuit. Toutefois, les rapports politiques entre classes sociales viennent de connaître une mue inattendue inconnue qui commande une révolution tactique à haut risque. Comme le disait le révolutionnaire français Danton, dans ses meilleurs jours, « *il nous faut de l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace...* »

Marc Bonhomme, 13 mai et 19 mai 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com